

MILA

Un centre universitaire réalisé en 18 mois, ou le défi milevien !

*Invraisemblable, «utopique», nous disions il ya à peine deux ans, mais aujourd’hui, le rêve est devenu réalité. Mila, à l’instar de beaucoup d’autres wilayas, va devenir une ville universitaire, et ce, dès la prochaine rentrée.*

Une visite guidée effectuée sur les lieux, mercredi dernier, en compagnie de MM. Laouachria Abderrahmane, secrétaire général de la wilaya, Lebbad Abdenour, responsable de la cellule de communication, ainsi que du directeur du logement et des équipements publics, nous a permis de découvrir ce «miracle» ! Entamés en avril 2007 et répartis sur sept entreprises locales, les travaux sont

aujourd’hui bien avancés et connaissent pour la plupart des lots les dernières retouches. Amphithéâtres, salles de cours, laboratoires, bibliothèque, blocs administratifs, restaurant/cafeteria, aires de stationnement... tout y est dans la partie pédagogique destinée à accueillir cette année 1 000 places pédagogiques : Institut des sciences et technologie (400) dont sciences et technique

(130) ; science de la nature et de la vie (130) et mathématiques informatique (140) ; institut des sciences économiques et de gestion, filière sciences économiques, de gestion et commerciales (300), et enfin lettres et langues étrangères dont anglais (110) et lettres arabes (190). Idem pour les œuvres universitaires qui contiennent 6 pavillons de 1 000 lits, un restaurant/caféteria et un bloc administratif, le tout agrémenté d'une clôture de plusieurs milliers de mètres linéaires. Selon M. Laouachria, l'opération équipement, qui est

déjà bien entamée, s’effectuera à compter de la fin du mois d’aout. A signaler que les préinscriptions pour les nouveaux bacheliers de la wilaya, se fera exceptionnellement au niveau de la Maison de la culture de la ville où toutes les dispositions on été prises pour y faire face, et ce, du 12 au 19 juillet.

Un grand défi donc a été superbement relevé par les autorités de wilaya et à leur tête, le wali, Djamel-Eddine Salhi, qui en a fait une année durant son cheval de bataille. C’est dire que lorsqu’on veut on peut !

A. M. haïmoud

AU DOUZIÈME JOUR DE LA FERMETURE DE L’APC D’IDJEUR

Le conseiller technique du wali de Tizi-Ouzou enquête sur les malfaçons

*Douze jours après la fermeture de l’APC d’Idjeur par les villageois d’Ighraïne qui ont, rappelons-le, exigé une commission d’enquête pour faire la lumière sur les malfaçons constatées sur des projets d’utilité publique dont a bénéficié leur village, notamment le projet d’aménagement du stade (voir notre édition du 5 juillet), le wali a dépêché son conseiller technique chargé du développement local pour faire la lumière sur cette affaire qui a défrayé la chronique locale.*

Le représentant du wali était à pied d’œuvre, samedi matin, à Ighraïne pour constater de visu l’existence des malfaçons dont il est fait mention dans le rapport des villageois. Outre la visite des chantiers incriminés (stade, assainissement...) le conseiller du wali décortiquera les dossiers

techniques et administratifs des projets à tous les niveaux, leur exécution et leur suivi technique, les entreprises, les clauses des marchés, les sous-traitances, la qualification des sous-traitants... à l’effet de présenter au wali un rapport exhaustif assorti de propositions. Cette initiative a l’air de satisfaire les villageois qui surseoiront probablement à leur mouvement jusqu’à la conclusion de l’enquête.

Comme il fallait s’y attendre, cette affaire a été politisée, chose dont se défendent les Ighraïnis qui répliquent en affirmant que leur village a été derrière l’élection de l’exécutif communal. Lundi, cinq villages ont tenté une médiation auprès du comité de village Ighraïne alors que des membres de l’exécutif communal ont réitéré, mardi,, leur disponibilité au dialogue sans exclusive auquel ne croient plus les

citoyens du village Ighraïne qui soutiennent que leurs revendications n’ont pas trouvé une oreille attentive au moment voulu. «On voulait juste savoir comment les projets ont été réalisés, si on nous avait permis de voir les fiches techniques et les cahiers des charge, on n’en serait pas là», conclut un membre du comité de village qui affirme que 19 poteaux sans semelles ont été dénombrés sur le mur de clôture du stade.

Le premier magistrat de la commune avait affirmé sur ce point précis que l’entreprise s’était engagée à refaire les travaux à ses frais et que la solution n’était pas dans l’empêchement de la poursuite du chantier au risque de voir l’entreprise avoir gain de cause.

S. Hammoud

BOUIRA

Pour un été sans intoxications alimentaires

*Dans le cadre de la caravane nationale de lutte contre les intoxications alimentaires, la Chambre de commerce et d’industrie Tikjda de Bouira a organisé samedi dernier une journée d’information et de sensibilisation sur les dangers des intoxications alimentaires sur le thème «Un été sans intoxications».*

Plusieurs directions et secteurs directement concernés par la question, dont la Direction de l’environnement, la Direction de la santé et les APC de la wilaya, ont été associés à cet événement organisé au niveau de l’hôtel Sofy. Des communications fort intéressantes ont été données. On citera celle de Mme Tafer Fatima, cadre au niveau de la Direction du commerce de la wilaya, chef du service de contrôle et répression des fraudes, qui a intervenu sur «les textes réglementaires et juridiques pour la protection du consommateur», celle de Mme Benai Nadia, cadre à la Direction de l’environnement, qui a donné une communication sur les dangers des sachets en plastique pour la santé et l’environnement. A ce sujet, l’intervenante est revenue lors des débats sur cette question pour annoncer la signature récente d’un texte par le ministre de l’Environnement interdisant formellement toute utilisation des sachets en plastique pour le transport des aliments.

La troisième intervention a été faite par le D’ Sayah Abdemalek sur la définition de l’aspect bactériologique des intoxications alimentaires. Il donnera une définition fort détaillée des intoxications, en revenant sur la première découverte des micro-organismes qui peuvent se manifester sous forme de bactéries, virus, parasites, champignons ou levures, en 1667, puis sur leur incrimination par Pasteur en 1877 comme étant les causes de maladies. Il traita de ces organismes microscopiques qui vivent, d’une manière inoffensive sinon utile dans nos corps, à l’intérieur de nos intestins et même sur la peau, mais qui deviennent un facteur d’intoxication en dégageant des toxines ou en se multipliant dès que les conditions telles que la faiblesse du corps ou l’ingestion d’un

aliment périmé sont réunies.

Pour sa part, l’inspectrice vétérinaire auprès de la Direction des services agricoles aborda la question de la prévention, des intoxications alimentaires. Elle cita lors des débats les cinq tueries de volailles existant au niveau de la wilaya de Bouira et où se fait l’étiquetage avec la durée de conservation et surtout le papier cellophane dans lequel il est enveloppé après son passage à sec pour éliminer les mauvaises odeurs.

Après la présentation de ces communications, un débat intéressant a eu lieu et les responsables présents ont eu à répondre à un ensemble de questions. C’est le cas de l’inspectrice vétérinaire et du D’ Sayah surtout, qui ont eu à intervenir à plusieurs reprises sur les questions liées aux facteurs conduisant à l’intoxication pour savoir comment y remédier. Pour l’inspectrice vétérinaire par exemple, même si les services de la DCP multiplient les contrôles, le consommateur doit savoir qu’il est le premier facteur aidant à combattre les fraudeurs. L’on a cité le cas du poisson que les gens achètent au-delà de 10 heures, quand bien même les P/APC ont affiché des arrêtés interdisant sa vente au-delà de cette heure, ceux qui achètent des produits dans des sachets en plastique, du pain exposé en plein air et tant d’autres produits dont l’hygiène laisse à désirer, autant d’exemples édifiants. Aussi, insiste-t-elle sur la prise de conscience dans cette guerre sans merci que l’Etat veut mener contre les mauvais commerçants qui jouent avec la santé publique. Signalons à l’occasion que les services de la Sonelgaz, de l’ADE et de l’ONA (Office national de l’assainissement), selon le directeur de la Chambre de commerce, Hettal Slimane, n’ont pas répondu à l’invitation qui leur a été faite.

Pourtant, la Sonelgaz par exemple, a été à plusieurs reprises citée comme étant la cause des intoxications alimentaires avec les coupures répétitives du courant, car celles-ci entraînent la décongélation des produits sans que le propriétaire ne s’en aperçoive, alors que les produits décongelés ne devraient jamais être recongelés.

Cela étant, lors de cette journée, des prospectus relatant les textes législatifs et juridiques en matière de protection du consommateur, les règlements pour la commercialisation des produits, la traçabilité et le respect strict de la chaîne du froid pour les produits laitiers et la viande, ceux interdisant la commercialisation des produits alimentaires dans des sachets en plastique, les textes définissant les procédés de conservation avec la température des denrées alimentaires, l’hygiène des denrées alimentaires et, enfin, l’autocontrôle ont été distribués.

En somme, toutes les précautions que les citoyens se doivent de prendre pour se prémunir contre une probable intoxication, les gestes à éviter et ceux à observer ont été expliqués aux citoyens, lors de cette caravane qui avait débuté le 7 juillet dernier, pendant cette journée d’information.

Signalons que, pendant cette journée, plusieurs prospectus ainsi que des textes législatifs et autres décrets relatifs au thème étaient disponibles. Les chiffres du ministère du Commerce, concernant les interventions contre les fraudes à l’échelle nationale pendant les années 2006 et 2007, étaient disponibles. Par contre, ceux de la DCP de Bouira, pendant les deux dernières années ainsi que pour le premier semestre de l’année en cours, ne l’étaient pas.

Y. Y.

SIDI-BEL-ABBÈS

LES BARRAGES DE L’OUEST

EN SOUFFRANCE

Après Chorfas, les poissons de Sarno périssent

Les barrages de la région ouest sont désormais en souffrance si la nature ne fait pas preuve de clémence avec des chutes de pluie qui seraient salvatrices en augmentant le niveau de leurs eaux. Après le barrage des «Chorfas II», dans la région de Sig, wilaya de Mascara, qui a connu il y a presque un mois un grave problème de pollution, grave dans la mesure où si pour la wilaya en question ses eaux servaient seulement à l’irrigation des cultures, pour Sidi Bel-Abbès et notamment les localités de Oued Mebtouh, Bordj Boudjelaha et Ain Aden, elles alimentaient en eau potable.

Les services concernés ont pu parer à l’urgence avec la distribution d’eau potable grâce à cinq camions citernes et la source de Tadjefret. Pour rappel, les eaux de ce barrage ont subitement connu une pollution importante vu que même ses hôtes, les poissons, ont trouvé l’élément hostile et sont morts en tentant d’y échapper.

Les analyses effectuées suite à des prélèvements par l’ADE et l’Agence nationale des ressources hydriques d’Oran (ANRH) ont démontré qu’outre la pollution, il y avait un manque flagrant d’oxygène. Après le barrage des Chorfas II, ce sont les eaux du barrage Oued Sarne, dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, qui sont à leur tour polluées, situation probablement due à la baisse de niveau des eaux et au manque d’oxygène. Dans la journée de vendredi dernier, les services compétents ont été alertés par la présence importante de poissons retrouvés morts sur les bords de la réserve.

Ces derniers cherchaient certainement à fuir le milieu vicié. La situation est assez préoccupante vu que si ces eaux ne sont pas utilisées par les populations, elles servent à l’élevage des poissons qui sont donc en péril maintenant. A souligner que plusieurs lâchers de fretins ont été effectués ces dernières années dans ce barrage qui a connu une reproduction importante de poissons. Les services de l’ADE, de l’hydraulique et ceux de la sécurité sont, depuis vendredi, sur les lieux pour tenter de parer au plus urgent.

A. M.

Une sexagénaire attente à ses jours en s’égorgeant

La paisible localité de Oued Sebaâ, dans le sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a été secouée par une terrible nouvelle dans la matinée de samedi dernier. Une mère de famille, âgée de 58 ans, a attenté à ses jours en s’égorgeant. Gravement blessée et dans un état comateux, la victime a été évacuée vers l’hôpital de Telagh puis de nouveau transférée aux UMC de CHU de Sidi Bel-Abbès où elle a été admise en réanimation. Son pronostic vital reste réservé par les urgentistes qui l’ont prise en charge. Il convient de signaler que cette dame avait auparavant menacé de mettre fin à ses jours et que ce samedi, elle a mis à exécution sa menace. elle souffrait de trouble du comportement, ont souligné nos sources.

A. M.

DÉMANTÈLEMENT D’UN RÉSEAU DE FAUSSAIRES

Quatre personnes sous mandat de dépôt

Les services de police de Sidi-Bel-Abbès ont démantelé dernièrement un réseau de faussaires de monnaie nationale et de devises qui activait entre Sidi-Bel-Abbès et Oran. Quatre membres du réseau ont, jusque-là, été arrêtés. Il s’agit d’une personne de Sidi-Bel-Abbès, une d’Oran et de deux Maliens. Suite à des informations parvenues aux services de sécurité faisant état de contrefaçon de billets en dinars et en euros ; ces derniers se sont lancés dans des investigations qui ont mené à l’arrestation des quatre mis en cause parmi lesquels les deux Africains, spécialistes de la contrefaçon, et les deux Algériens qui servaient d’intermédiaires. Parmi les victimes, une personne a été identifiée. Celle-ci leur aurait remis 65 millions de centimes pour avoir 65 millions en devises mais la police a donné un coup de pied dans la fourmilière et l’illusion s’est brisée. Les quatre mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt par le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès.

A. M.

BLIDA

Tounsi inaugure deux commissariats

Le directeur général de la Sûreté nationale, Ali Tounsi, inaugurera, deux commissariats, l’un à Ben Khelil et l’autre à Béni Tamou, communes distantes de 10 km au nord du chef-lieu de la wilaya de Blida.

Si jusque-là c’est la gendarmerie qui a géré toutes les affaires sécuritaires dans ces deux localités qui, rappelons-le, ont payé un lourd tribut lors de la décennie noire, elles seront désormais régies par la police.

Alors que la commune de Béni Tamou est plus ou moins riche en raison des entrées fiscales induites notamment par l’entreprise de production de lait qui vient d’être rachetée par deux entreprises

privées, l’une étrangère et l’autre algérienne, celle de Beni Khelil connaît, pour sa part, une situation financière quelque peu difficile.

Créée suite au découpage administratif de 1984, la commune de Ben Khelil, avec ses 30 000 âmes, s’engouffre quotidiennement dans les problèmes de chômage et autres fléaux liés au manque d’activité des jeunes.

Ainsi, les policiers affectés dans cette localité auront fort à faire pour entretenir la paix sociale dans cette région dont la superficie est estimée à 46 km².

M. B.